



Bruxelles, le 4 mai 2015
(OR. fr, en, lv, pl)

8531/15

EJUSTICE 49

NOTE

Origine:	président du Conseil des Notariats de l'Union Européenne (CNUE)
Destinataire:	groupe "Législation en ligne" (Justice en ligne)
N° doc. préc.:	5454/15 EJUSTICE 10 and 6061/15 EJUSTICE 12
Objet:	Coopération avec le corps judiciaire et les praticiens du droit - Contenu du portail européen e-Justice

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier chaleureusement pour votre invitation à participer à la réunion du groupe de travail « e-Justice » qui se tiendra le 19 juin 2015 avec les représentants du corps judiciaire et des professions juridiques.

C'est avec grand plaisir que je vous informe que le CNUE sera représenté à cette occasion par trois éminents notaires qui suivent de près les développements dans le domaine de l'« e-Justice » :
Me Ugo Bechini, notaire à Gênes/ Italie et membre du groupe de travail « Nouvelles technologies » du CNUE, Me Karel Tobback, notaire à Boom/ Belgique et Président de l'ARERT et Maître François Tremosa, notaire à Toulouse/ France et Président du groupe de travail « Droit des successions » du CNUE.

En vue de cette réunion à laquelle les Notaires d'Europe attachent une importance particulière, je me permets de vous adresser par la suite les commentaires du CNUE sur le portail européen « e-Justice » ainsi qu'en annexe le questionnaire sur le portail dûment complété par nos soins.

I. Remarques générales et préliminaires

Tout d'abord, le CNUE salue l'initiative qui est la vôtre de mettre à disposition des citoyens et des praticiens du droit toutes ces informations sur un seul site. Par cette initiative vous contribuez concrètement à l'accès au droit en Europe.

Permettez-moi néanmoins d'attirer votre attention sur le fait que le portail est à l'heure actuelle encore peu utilisé par les professionnels du droit que je représente. Je tiens à souligner que beaucoup d'informations ne sont pas assez complètes pour un professionnel et que bon nombre d'entre elles ne sont pas disponibles pour tous les Etats membres de l'Union européenne et/ ou que dans certaines langues. A titre d'exemple, il en va ainsi pour les informations suivantes : rubriques « actions en justice » (point 16 du questionnaire), « frais de procédure » (point 21 du questionnaire ; pas d'informations pour la Croatie et l'Italie), « droits fondamentaux » (point 22 du questionnaire ; pas de fiches nationales pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Chypre, la France, la Hongrie, l'Italie, La Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la République tchèque et la Suède), « Insolvabilité » (point 27 du questionnaire ; pas d'informations nationales disponibles pour la Bulgarie, le Danemark, la France, l'Irlande et la Lituanie). Pour les sections « Divorce », « Responsabilité parentale », « Enlèvement d'un enfant par l'un de ses parents », « Créances alimentaires », « Déplacement licite de l'enfant » et « Successions », la plupart des fiches nationales ne sont disponibles que dans la langue du pays concerné (se reporter aux points 29 à 34 du questionnaire, ainsi qu'au point 39). D'autres informations ne sont pas à jour, comme les informations sur les registres de commerce, point 73 du questionnaire.

Nous encourageons les institutions européennes à contribuer encore davantage à l'accès des professionnels au droit. Dans ce contexte, nous attirons votre attention sur le fait qu'il sera utile d'améliorer l'accès au droit des Etats membres. Un besoin concret est celui du droit des successions des différents Etats membres que les professionnels du droit seront appelés à appliquer davantage avec l'entrée en vigueur du règlement sur les successions. Des traductions des dispositions légales nationales dans différentes langues, seraient d'une grande utilité pour les praticiens du droit.

Enfin, les Notaires d'Europe accueillent favorablement le fait que le portail européen « e-Justice » prévoit des liens vers les fiches d'informations réalisées par le CNUE sur les couples en Europe, initiatives du notariat européen pour améliorer l'accès au droit.

Pour ce qui est des fiches d'information en matière de droit des successions, le CNUE prend acte du fait que les fiches sont en cours d'intégration dans le portail européen « e-Justice ». Afin d'apporter au CNUE la visibilité en tant que rédacteur initial de ces fiches et comme prévu dans le memorandum of understanding conclu entre le CNUE et la Commission européenne, nous jugeons opportun qu'il soit précisé sur chaque page nationale que « les fiches ont été rédigées par le Réseau Judiciaire européen en matière civile et commerciale en coopération avec le Conseil des Notariats de l'Union européenne (CNUE) » et d'apposer le logo du CNUE aux côtés de celui du RJE CC sur chaque page nationale.

Dans ce contexte, le CNUE tient également à informer les institutions qu'il met à disposition du grand public des informations sur les personnes vulnérables, mineures et majeures, sur le site: www.the-vulnerable.eu.

II. Présentation du notariat de type latin

En tant qu'organisme représentant de la profession notariale, le CNUE veille à ce que le statut et les fonctions du notariat de type latin soient mieux expliqués. Il pourrait être opportun de faire la différence entre le notariat de type latin et de common law en indiquant le statut et les fonctions des deux professions.

A ce titre, il est indispensable que la terminologie et les explications données soient homogènes sur l'ensemble du portail. Ainsi, nous avons détecté dans la rubrique « trouver un notaire » (point 79 du questionnaire) que la version allemande du portail fait référence au « privater Notar » (notaire privée).

Nous proposons dès lors de prévoir pour la version allemande de la rubrique « trouver un notaire » les formulations suivantes :

- Pays marqués en bleu: „In diesem Staat existiert ein Notariat lateinischer Prägung.“
- Pays marqués en vert: „In diesem Staat existiert ein Notariat des Common Law.“

Les versions anglaises et françaises, quant à elles, font correctement référence au « notaire de droit civil » (système latin) « civil law notary ».

Aussi, dans la page d'accueil des professions juridiques (point 10 du questionnaire), nous avons également détecté une erreur. Ainsi, il est mentionné que le système notarial fondé sur le droit civil romain existe dans 21 Etats membres. Or, il existe dans les 22 pays membres du CNUE. De plus, le nombre de notaires en Europe est plus proche de 40.000 que de 35.000.

Dans ce même contexte, il nous semble opportun de prévoir des informations sur les différents systèmes juridiques (droit continental, common law et scandinave) dans la rubrique consacrée aux droit des Etats membres (point 2 du questionnaire).

Le CNUE se tient à votre disposition pour suggérer une rédaction concrète expliquant le système de droit continental et pour expliciter le statut et les fonctions du notaire de droit civil.

III. Remarques spécifiques

Sur le plan détaillé, certaines rubriques mériteraient d'être restructurées.

Ainsi, la rubrique consacrée aux professions juridiques et réseaux judiciaires mérite d'être restructurée. Elle devrait également contenir des informations sur le Réseau Judiciaire Européen en matière civile et commerciale et pas uniquement sur le Réseau Judiciaire européen en matière pénale (point 12).

Ainsi, les sous-sections de la rubrique « actions en justice » (point 16 du questionnaire) semblent peu claires. Il nous paraît opportun de constituer des rubriques indépendantes pour certains thèmes, notamment pour le droit de la famille, à l’instar de ce qui est prévu pour le droit des successions. La rubrique de l’atlas judiciaire européen en matière civile (point 61 du questionnaire) mérite, quant à elle, également d’être restructurée, étant donné le fait que l’atlas contient des informations notamment sur le droit de la famille et la médiation qui devraient se trouver dans les catégories créées à cet effet.

A notre avis, la rubrique consacrée à la médiation devrait être revue (point 36 du questionnaire). Outre la nécessité de mettre à jour la législation européenne, il nous semble opportun de faire référence aux professions juridiques qui pratiquent la médiation, dans l’objectif d’améliorer l’accès aux professionnels du droit. Je tiens à souligner dans ce contexte que le notaire, de par son rôle social et de par son profil de fonctionnaire public intervenant dans les relations entre privés – tiers de confiance -, joue un rôle important dans la médiation dans de nombreux Etats membres et ce, avant tout dans les domaines de compétences « traditionnelles » du notaire qui sont le droit de la famille, le droit des successions, le droit immobilier et le droit des sociétés.

La section consacrée aux outils d’aide pour les juridictions et les praticiens du droit, point 46 du questionnaire et la sous-catégorie 52 (Service of documents) méritent d’être complétés, car le portail renvoie tout simplement vers le Réseau Judiciaire Européen/ l’Atlas.

Pour ce qui est des sections 56 (Exécution d’une décision de justice) et 57 (Injonction de payer), elles méritent d’être complétées. Les informations concernant les titres exécutoires se limitent à énumérer les titres exécutoires comme suit : un jugement ou un acte, sans apporter des précisions. Référence devrait notamment être faite à l’acte authentique, des explications devraient être prévues. D’ailleurs, conformément au règlement portant création du titre exécutoire européen, un titre exécutoire européen peut aussi être obtenu pour faire exécuter dans un État membre un acte authentique dressé dans un autre État membre. Or, aucune information sur cette possibilité n’est prévue sur le portail européen « e-Justice ».

D'autres remarques détaillées sont directement insérées dans le questionnaire joint ainsi que dans les remarques de nos membres concernant la présentation de la profession notariale de leurs pays respectifs que vous trouverez également en annexe du présent mail. Je vous saurais gré de bien vouloir relayer ces remarques auprès des points de contacts nationaux, le cas échéant.

Enfin, ayant pris en considération l'importance des informations compilées dans le portail « e-Justice », le CNUE tient à souligner le fait que toutes les constellations et questions juridiques qui peuvent se présenter au cours de la vie ne sauraient être résumées dans un site Internet. Les Notaires d'Europe sont convaincus que le recours au professionnel du droit compétent est et reste un élément essentiel et indispensable de l'accès à la justice.

Restant à votre disposition pour poursuivre utilement notre participation au service de la construction de l'Europe juridique, je vous prie de recevoir, Cher Monsieur, l'expression de mes salutations les plus cordiales.

(signé) Jean Tarrade

Questionnaire on content items on the e-Justice Portal

The answers to the questionnaire have been highlighted in **bold**.

1. EU-Law

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

2. Member State Law

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured**
- Item should be modified

3. EU Case-law

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

4. Member State Case-law

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

5. International Case-Law

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

6. Judicial systems

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

7. EU Courts

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

8. Ordinary courts

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

9. Specialised courts

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

10. Legal professions

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured**
- Item should be modified

11. Justice networks

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

12. EJN

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

13. Eurojust

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

14. European Law Institute

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

15. Justice Forum

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: Section not found on the portal.

16. Going to court

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified**

17. In which Member State

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

18. How to proceed

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

19. Applicable law- which law will apply

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

20. Legal aid

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: The “Legal aid” section is also in the “Going to court” section.

21. Costs of proceedings

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

22. Fundamental rights

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: At least a link to the Charter of Fundamental Rights of the EU should be foreseen.

23. Monetary claims- European Order for Payment

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified**

NB: The dynamic forms refer to currencies that do not exist any more.

24. Court fees related to European Order for Payment

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

25. Small claims procedure

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

26. Court fees related to small claims procedure

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

27. Insolvency

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

28. Family matters

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: More information would be welcome to introduce the subpages.

29. Divorce

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: What about Regulation 1259/2010 (Rome III)?

30. Parental responsibility

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

31. Parental child abduction

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

32. Maintenance law

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

33. Property effects of marriage

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

34. Legal removal of a child

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: Link should be made (same section?) between legal removal and child abduction.

35. Legal aid

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: Legal aid is already mentioned above and in the “Going to court” section.

36. Mediation

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: An update of the European legislation would be useful.

37. EU overview

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

38. Mediation in Member States

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

39. Succession

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

40. www.successions-europe.eu

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

41. Wills- ENWRA factsheets

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: It is indicated that the ENWRA factsheets are only in 3-4 languages= > it should be mentioned that the factsheets are in the 3 EU working languages + national language.

42. Victims of crime in criminal proceedings

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: Add reference to national law.

43. Rights of victims of crime in criminal proceedings

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

44. Compensation

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: A reference to the EJV is made = it would be better to have the information directly available on the e-Justice portal.

45. Rights of defendants in criminal proceedings

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

46. Tools for courts and practitioners

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

47. General policy description

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

48. Manual

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

49. Information on national videoconferencing facilities

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: It could be useful to insert local contact points.

50. Croatia- cooperation in civil matters

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified**

NB: Outdated section – Croatia is a full member of the EU.

51. Taking of evidence

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

52. Service of documents

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: Add more than a link to the EJN.

53. Interim and precautionary measures

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

54. Procedural time limits

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

55. Automatic processing

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: A focus on cross border cases and reference to the e-codex project would be welcome.

56. Procedures for enforcement of judgments

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

57. European Enforcement Order

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

58. Order for payment

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

59. Small Claims

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

60. Jurisdiction

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: More information about EU law pertaining to cross-border cases would be welcome.

61. Atlas in civil matters

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured**
- Item should be modified

62. Cooperation in criminal matters

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: This section is outdated.

63. European Arrest Warrant

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: This section should be updated.

64. Request for judicial assistance

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

65. Evidence

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

66. Freezing of assets

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

67. Confiscation

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: Update and reference to the law in the MS necessary.

68. Criminal records

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

69. Mutual recognition of pre-trial measures

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: Update and reference to the law in the MS necessary.

70. Mutual recognition of post trial measures

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

71. Jurisdiction Atlas in criminal matters

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

72. Registers

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

73. Business registers at European level

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured**
- Item should be modified

NB: Update with Directive 2012/17/EU which entered into force in July 2014. Complete and specify EU case law on separation of seats.

74. Business registers at national level

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

75. Land registers at European level

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

76. Land registers at national level

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

77. Insolvency registers

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

78. Find a lawyer

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

79. Find a notary

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

80. Find a legal translator or interpreter

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

81. Find a mediator

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

82. Glossaries and terminology

- Content and length of the item corresponds to the needs**
- Item should be completed
- Item should be restructured
- Item should be modified

83. European judicial training

- Content and length of the item corresponds to the needs
- Item should be completed**
- Item should be restructured
- Item should be modified

NB: Training material is also available on the e-Justice portal – the “date” of the material should also be indicated and the training material must be kept up-to-date.

Notāri

Notāri ir praktizējoši juristi, kas ir specializējušies un pilnvaroti risināt noteiktus juridiskus jautājumus. Atbilstoši uzticētajiem pienākumiem un kompetences jomai notāriem ir svarīga loma tajā 21 dalībvalstī, kuras tiesiskās kārtības pamatā ir romāņu-ģermāņu tiesību sistēma. Notāra profesija pastāv arī Eiropas Savienības dalībvalstīs, kuras pieder anglosakšu tiesību sistēmai; šajās valstīs notāri sniedz plašu juridisko pakalpojumu loku un savas funkcijas un pilnvaras īsteno galvenokārt attiecībā uz tiesību aktiem un juridiskiem instrumentiem, ko piemēro ārvalstu tiesību sistēmās, . Notāriem ir nozīmīga loma starptautiskajā tirdzniecībā un komercdarbībā savas valsts jurisdikcijā.

Notāru pienākumi ir šādi:

- sagatavot ~~privātus~~ civiltiesiskus līgumus un konsultēt puses, vienlaikus ievērojot godīgu attieksmi pret katru no pusēm. Gatavojot oficiālus dokumentus, notārs atbild par šo dokumentu un sniegto padomu likumību. Notāra pienākums ir informēt puses par līgumpamatotu līguma saistību nozīmi un sekām;
- ~~izpildīt sagatavotos autentiskos dokumentus~~ sagatavot un apliecināt notariālus aktus. Izpildītos ~~autentiskos dokumentus~~ aktus var tieši reģistrēt oficiālajā reģistrā vai bez iepriekšējas tiesneša iesaistīšanās izpildīt piespiedu kārtā, ja kāda no pusēm nepilda saistības;
- uzņemties ~~šķīrēt~~ tiesneša starpnieka lomu, lai palīdzētu pusēm panākt abpusēji pieņemamu vienošanos, ievērojot neitralitāti un stingrā saskaņā ar likumu.

Notāri ir publiskas valsts amatpersonas, kas kā brīvas profesijas pārstāvji pilda tiem uzticētās funkcijas — valstis piešķir notāriem dažas publiskas pilnvaras, kas ļauj tiem sniegt ~~publiskus pakalpojumus~~ pakalpojumus valsts vārdā.

Notāriem jāglabā profesionālais noslēpums. Notāru iecelšanas nosacījumi ir līdzīgi tiesnešu iecelšanas nosacījumiem, arī uz notāriem attiecas noteikumi par neatkarību, pastāvīgu amata vietu un objektivitāti, notāru lēmumi ir neapstrīdami un izpildāmi un notāru darbību uzrauga Tieslietu ministrija.

Tajā 21 Eiropas Savienības dalībvalstī, kuras pieder romāņu-ģermāņu tiesību sistēmai, pakalpojumus iedzīvotājiem sniedz aptuveni 35 000 notāru, un Apvienotajā Karalistē un Īrijā, kas pieder anglosakšu tiesību sistēmai, darbojas vairāk nekā 1000 notāri.

To valstu notārus, kuras pieder romāņu-ģermāņu tiesību sistēmai, attiecībās ar Eiropas iestādēm pārstāv 1993. gadā izveidotā [Eiropas Savienības notariātu padome](#) (*Council of the Notariats of the European Union — CNUE*). Notāra profesija romāņu-ģermāņu tiesību sistēmas izpratnē pastāv Austrijā, Beļģijā, Bulgārijā, Horvātijā, Čehijas Republikā, Igaunijā, Francijā, Vācijā, Grieķijā, Ungārijā, Itālijā, Latvijā, Lietuvā, Luksemburgā, Maltā, Nīderlandē, Polijā, Portugālē, Rumānijā, Slovākijā, Slovēnijā un Spānijā, un CNUE pārstāv visu šo ES dalībvalstu notariātus. Notārus, kas darbojas Apvienotajā Karalistē un Īrijā, kas pieder anglosakšu tiesību sistēmai, pārstāv katras valsts organizācijas. Starptautiski Anglijas, Velsas, Skotijas, Īrijas un Ziemeļīrijas notariātu kopīgi pārstāv [Apvienotās Karalistes un Īrijas Notāru forums](#) (*the UK and Ireland Notarial Forum*).

Notaires (notariusze)

Organisation

La profession de notaire est régie par le Conseil national des notaires (Krajowa Rada Notarialna) et par des chambres régionales (okręgowe izby notarialne). Le ministère de la Justice (Ministerstwo Sprawiedliwości) fixe les honoraires des notaires, tient un registre des notaires, est habilité à les nommer, à déterminer leurs domaines de compétence et à les révoquer.

Bases de données juridiques

Pour toute information complémentaire, consulter le site web du [Conseil national des notaires](#) (uniquement en polonais).

Rôle et missions

Les notaires garantissent la confiance des transactions juridiques et la légalité des actes. Dépositaires de la confiance publique, les notaires effectuent des actes que les parties doivent ou souhaitent mettre sous forme notariée (par exemple le transfert de biens immobiliers). Les notaires publics établissent aussi **des certificats d'héritier qui ont le même effet que le décision judiciaire**, des certificats, signifient des déclarations, dressent des procès-verbaux, portent réclamation contre des lettres de change et des chèques, déposent des documents, effectuent des dépôts en numéraires et en valeurs mobilières, préparent des résumés, des copies et des extraits de documents à la demande des parties, ainsi que des projets d'actes, de déclarations ou d'autres documents. Les notaires publics exercent leurs fonctions dans des bureaux notariaux privés.

Notariusze

Organizacja

Organy dyscyplinarne regulujące działalność notariuszy to Krajowa Rada Notarialna oraz okręgowe izby notarialne. Ministerstwo Sprawiedliwości ustala opłaty notarialne, prowadzi rejestr notariuszy, powołuje notariuszy na urząd, określa zakres ich kompetencji oraz jest uprawnione do odwoływania notariuszy.

Prawnicze bazy danych

Dalsze informacje znajdują się na stronie internetowej [Krajowej Rady Notarialnej](#) (nieдоступna w j. angielskim).

Rola i obowiązki

Notariusze chronią zaufanie do transakcji prawnych oraz zapewniają legalność spisywanych przed nimi aktów. Jako osoby zaufania publicznego notariusze sporządzają akty, które muszą mieć formę notarialną (przykładowo w przypadku przeniesienia własności nieruchomości) lub którym strony pragną taką formę nadać. Notariusze **sporządzają również akty poświadczenia dziedziczenia o mocy równej orzeczenia sądowego**, dokonują uwierzytelnienia; sporządzają oświadczenia, sporządzają protokoły, sprzeciwy dotyczące weksli i czeków, przechowują dokumenty, zabezpieczenia w gotówce i papiery wartościowe, na wniosek stron sporządzają streszczenia, wyciągi i kopie dokumentów oraz przygotowują projekty umów notarialnych, oświadczeń i innych dokumentów. Notariusze prowadzą działalność w prywatnych biurach notarialnych.

DESCRIPTION NOTAIRES UE

Notaires Les notaires **de type latin** ~~ont des auxiliaires de~~ **font partie de la justice préventive et sont** spécialisés dans certains domaines du droit, **notamment en droit de la famille, en droit des successions ainsi qu'en droit des sociétés, matières** dans **lesquelles** ils sont habilités à instrumenter et à agir. Du fait de leur mission et de leurs responsabilités, ils jouent un rôle important dans les 21 États membres dont le système juridique est fondé sur le droit civil romain. Les États de l'Union européenne appliquant la common law connaissent, **quant à eux**, ~~également la profession notariale dont l'exercice englobe toute une série de services juridiques et les~~ **Notaries Public** dont les fonctions et pouvoirs s'exercent essentiellement à l'égard des actes et instruments juridiques qui doivent être appliqués à l'étranger. Ils jouent un rôle important dans les échanges internationaux et le commerce de leur **État et connaissent des compétences et attributions beaucoup moins vastes que celles des notaires de type latin.**

Pour ce qui est des notaires de type latin, ceux-ci ils sont plus particulièrement chargés de:

- rédiger des conventions privées et conseiller les parties, en respectant l'obligation d'égalité de traitement entre elles. Lorsqu'il dresse des actes officiels, le notaire **de type latin** est responsable de leur légalité et des conseils qu'il prodigue. Il est tenu d'informer les parties des implications et des conséquences des obligations auxquelles elles souscrivent,
- faire exécuter les actes dressés par eux. L'acte peut ensuite être enregistré directement dans les registres officiels, ou recevoir une exécution forcée si l'une des parties manque à ses obligations, sans l'intervention préalable du juge,
- jouer le rôle d'un arbitre qui, en toute impartialité et dans le strict respect de la loi, permet aux parties d'aboutir à un accord acceptable de part et d'autre.

Les notaires **de type latin** sont des officiers publics, **c'est-à-dire qu'ils sont nommés par l'État**. **C'est par le biais de cette nomination que** (l'État leur délègue une partie de sa puissance publique pour leur permettre d'accomplir des missions de service public) exerçant leurs fonctions dans un cadre libéral.

Les notaires de type latin ~~ils~~ sont liés par le secret professionnel. Les conditions de **leur** nomination **des notaires** sont analogues à celles des magistrats et, tout comme ces derniers, ils sont soumis aux principes d'indépendance, d'inamovibilité et d'impartialité, les actes qu'ils établissent sont dotés d'une force probante **renforcée** et exécutoire et ces officiers publics sont placés sous la tutelle du ministère de la justice.

On dénombre environ 35 000 notaires **de type latin** dans les 21 États membres de l'Union dont le système juridique est fondé sur le droit civil romain, et plus de 1 000 ~~notaires~~ **Notaries Public** dans les États appliquant la common law, soit le Royaume-Uni et l'Irlande, tous étant au service du citoyen.

Dans leurs rapports avec les institutions européennes, les notaires **de type latin** exerçant dans les pays de l'UE appliquant le droit civil romain sont représentés par le Conseil des notariats de l'Union européenne (CNUE), créé en 1993. Le CNUE représente les notariats de tous les États membres de l'Union où existe la fonction de notaire, connue du droit civil romain: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. ~~Les notaires~~ **Notaries Public** exerçant dans les pays de common law au sein du Royaume-Uni et de l'Irlande ont leurs propres organes nationaux de représentation. À l'échelle internationale, l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Écosse, l'Irlande et l'Irlande du Nord sont représentés conjointement par le UK and Ireland Notarial Forum.

DESCRIPTION NOTAIRES LU

Le nombre des notaires est fixé par règlement grand-ducal en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat. Actuellement le nombre de notaire est de 36 pour l'ensemble du pays.

Les notaires sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et des expéditions.

Il est interdit aux notaires soit par eux-mêmes, soit par personne interposée, soit directement, soit indirectement: d'exercer un commerce; d'être gérants, commandités, administrateurs-délégués ou liquidateurs d'une société commerciale ou d'un établissement industriel ou commercial; de s'immiscer dans l'administration et la surveillance de sociétés, d'entreprises ou d'agences ayant pour objet l'achat, la vente, le lotissement ou la construction d'immeubles, ou d'y avoir un intérêt quelconque; d'avoir avec lesdites sociétés, entreprises ou agences des relations suivies, qui entraveraient le libre choix du notaire par les parties; de se livrer habituellement à des opérations de banque, d'escompte et de courtage ou à des spéculations de bourse, à l'exception des opérations d'escompte effectuées à l'occasion des actes de leur ministère; de recevoir des dépôts de fonds, à l'exception des dépôts qui se font en vue ou à l'occasion d'actes de leur ministère ou de la liquidation de successions; de prêter leur ministère dans aucune affaire dans laquelle ils seraient intéressés; de se servir de prête-noms pour les actes qu'ils ne peuvent faire directement; d'avoir à leur service à quelque titre que ce soit des agents d'affaires ou des agents immobiliers.

Les actes notariés font foi d'après les dispositions du code civil; ils **sont dotés d'une force probante renforcée et sont** exécutoires lorsqu'ils sont revêtus de la formule exécutoire. Les notaires sont obligés de se servir pour la rédaction des actes de la langue française ou allemande, au choix des parties.

Les notaires exercent leurs fonctions sur l'ensemble du territoire national. **De par leur nomination par l'Etat** ~~leurs fonctions~~, ils participent à l'exercice de la puissance publique.

La Chambre des Notaires est composée de sept membres élus parmi les notaires du pays par l'assemblée générale des notaires.

Outre les pouvoirs conférés à la Chambre des notaires par les lois et règlements, elle a notamment les attributions suivantes:

- maintenir la discipline entre les notaires et exercer le pouvoir disciplinaire par son conseil de discipline; prévenir ou concilier tous différends entre notaires, et, en cas de non-conciliation, émettre son opinion par simple avis; concilier t
des notaires et des tiers;
- donner son avis sur les difficultés concernant les honoraires, émoluments, salaires, vacations, frais et débours portés en compte par les notaires ainsi que sur tous différends soumis à cet égard au tribunal civil;
- recevoir en dépôt les états des minutes; contrôler la comptabilité des notaires;
- représenter les notaires du Grand-Duché pour la défense des droits et intérêts de la profession.

Le conseil de discipline comprend le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ou le juge qui le remplace, comme président, et quatre membres de la Chambre des notaires désignés d'après leur rang d'ancienneté dans la profession.

Le conseil de discipline exerce le pouvoir de discipline sur tous les notaires pour: violation des prescriptions légales et réglementaires concernant l'exercice de la profession; fautes et négligences professionnelles; faits contraires à la délicatesse et à la dignité professionnelle ainsi qu'à l'honneur et à la probité; le tout sans préjudice de l'action judiciaire pouvant naître des mêmes faits. Les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie de l'appel, tant par le notaire condamné que par le procureur général d'Etat. L'appel est porté devant la chambre civile de la Cour Supérieure de Justice, qui statue par un arrêt définitif.

Pour être admis aux fonctions de notaire, il faut:

- être de nationalité luxembourgeoise ou être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne
- avoir la jouissance des droits civils et l'exercice des droits politiques,
- être âgé de 25 ans accomplis et avoir obtenu soit le diplôme de candidat-notaire conformément à la législation luxembourgeoise (régime actuel), soit le certificat de fin de stage exigé pour pouvoir accéder à la fonction de notaire (régime précédent).
- maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Pour plus d'information, voir la page sur la profession de notaire sur le site du Ministère de la justice.
